



MUNICIPAL

Gazette

MUNICIPALE
DE—OF

Montreal

Troisième année - No. 32
Third year

10 Septembre 1906
September

Les abonnements sont reçus chez
Le Trésorier de la Ville de Montreal,
Hôtel de Ville

Les autres communications doivent
être adressées au directeur de
"LA GAZETTE MUNICIPALE"
Hôtel de Ville

Forward subscriptions to
The City Treasurer of Montreal
City Hall

All other communications should be
adressed to the managing-editor of
"The Municipal Gazette"

City Hall

TELEPHONE: MAIN 4240

Paraît le lundi matin

Published every Monday
morning

Abonnements \$2 par an
Subscriptions

Payables d'avance
Payable in advance

Organe officiel de la Corporation
de la Ville de Montréal

Official organ of the Corporation
of the City of Montreal

CANADA

OPINIONS LEGALES

Interprétation du Contrat d'Éclairage en ce qui concerne le Territoire récemment Annexé de Villeray.

DÉPARTMENT EN LOI.

Montréal, 6 juillet 1906.

Au Président et aux Membres de la Commission des Incen-
dies et de l'Éclairage.

Re INTERPRÉTATION DU CONTRAT D'ÉCLAIRAGE EN CE
QUI CONCERNE VILLERAY DEPUIS SON ANNEXION, ETC.

Messieurs,

Nous avons l'honneur de répondre comme suit aux diffé-
rentes questions que la Commission des Incendies et de
l'Éclairage, par son secrétaire, nous a posées, au sujet de
l'interprétation des contrats d'éclairage existant pour la
Ville, quant à ce qui regarde Villeray depuis son annexion,
etc.

Première question

Le contrat passé le 20 novembre 1901 entre la Ville et la
Royale Electric pour l'éclairage des rues de la Ville à
l'aide de lampes dites "à arcs," doit-il s'appliquer à l'é-
clairage des rues de la municipalité de Villeray, depuis
son annexion?

Réponse

A cette première question nous répondons dans l'affir-
mative, nous basant pour ce faire sur la clause 29 dudit
contrat, qui se lit comme suit:

"ART. 29.—Dans le cas où ladite compagnie aurait un con-
trat avec une autre municipalité pour l'éclairage de son
territoire, si les territoires de cette municipalité deven-
aient annexés à ladite Ville de Montréal avant l'expira-
tion du présent contrat, le district annexé devra immédia-
tement et par la suite avoir le bénéfice des prix de ce con-
trat, et toutes les clauses qu'il renferme devront s'y appli-
quer."

Deuxième question

Les clauses, termes et conditions du contrat passé le 18
février 1904 pour l'éclairage des rues par lampes dites "à
incandescence" entre la Ville de Montréal et la Montreal
Light, Heat & Power Co. doivent-ils s'appliquer à l'éclairage
des rues de la municipalité de Villeray depuis son
annexion?

Réponse

A cette deuxième question, nous répondons dans l'affir-
mative, en nous basant sur la première clause du contrat
intervenu entre la Ville de Montréal et la Compagnie de
Lumière, Chauffage et Force Motrice de Montréal, laquelle
se lit comme suit:

"1°—Ladite Compagnie de Lumière, Chauffage et Force
Motrice de Montréal fournira toute la main-d'oeuvre, le
matériel et les appareils nécessaires, et éclairera avec des
lampes incandescentes disposées par séries, les rues publi-

LEGAL OPINIONS

Interpretation of the Lighting Contract Concerning the Newly Annexed Terri- tory of Villeray

LAW DEPARTMENT.

Montreal, July 6th 1906.

To the Chairman and Members of the Fire and Light Com-
mittee.

Re INTERPRETATION OF THE LIGHTING CONTRACTS WITH
REGARD TO VILLERAY, SINCE ITS ANNEXATION, ETC.

Gentlemen,

We have the honor to answer as follows to the different
questions put to us by the Fire and Light Committee,
through its secretary, anent the interpretation of the light-
ing contracts of the City, in regard to Villeray since its
annexation, etc.

First Question.

Should the agreement passed on the 20th November 1901,
between the City and the Royal Electric Co., for the light-
ing of streets in the City with arc lamps, apply to the light-
ing of streets in the municipality of Villeray, since its
annexation?

Answer.

To this first question, we answer affirmatively, basing
ourselves on clause 29 of said agreement which reads as
follows:

ART. 29.—In case the said Company has an arrangement
with another municipality for the lighting of its territory,
should this territory be annexed to the City of Montreal
before the expiry of the present contract, the annexed dis-
trict shall immediately and thereafter have the benefit of
the prices of this contract and all the clauses contained
therein shall apply thereto.

Second Question.

Should the clauses, terms and conditions of the agree-
ment, of the 18th February 1904, for lighting streets with
incandescent lamps passed between the City of Montreal,
and the Montreal Light, Heat & Power Co., apply to light-
ing of streets in the municipality of Villeray, since its an-
nexation?

Answer.

To this second question, we answer in the affirmative,
basing ourselves on the first clause of the agreement passed
between the City of Montreal and the Montreal Light, Heat
& Power Co., which reads as follows:

1°—The said Montreal Light, Heat & Power Company
shall supply all the labor, material and apparatus re-
quired, and shall light, with incandescent electric lamps
arranged by series, such public streets, roads, avenues,

ques, chemins, avenues, parcs et voies publiques de la Ville de Montréal qui lui seront indiqués par cette dernière, pendant l'espace de temps ci-après stipulé, conformément aux clauses et conditions insérés au présent acte, et conformément aux clauses et conditions d'un contrat pour l'éclairage de la Ville de Montréal avec des lampes à arc, qui a été passé entre la Ville de Montréal susdite et la Compagnie Electrique Royale, devant Victor Morin, notaire soussigné, le vingt novembre mil neuf cent un, et suivant les conditions mentionnées au cahier des charges annexé audit acte, en autant que lesdites clauses et conditions pourront s'y appliquer, ladite partie de seconde part déclarant avoir pris connaissance du contrat mentionné ainsi que du cahier des charges qui s'y rapporte, et s'en déclarant satisfaite de manière à ce que toutes les clauses et conditions qui y sont stipulées s'appliquent aux présentes en autant qu'elles ne seront pas incompatibles avec le présent acte."

Troisième question ...

D'après les contrats passés entre la Ville de Montréal et la Montreal Light, Heat & Power Co. et la Royal Electric, et celui passé entre la municipalité de Villeray et la Royal Electric, tant pour lampes à arc qu'à incandescence, quels sont les prix, termes et conditions qui doivent prévaloir pour l'éclairage des rues dans la municipalité de Villeray depuis son annexion, pour lampes à arc et pour lampes à incandescence?

Réponse

En réponse à cette troisième question nous disons que les prix, termes et conditions qui doivent prévaloir, tant pour lampes à arc que pour lampes à incandescence, pour l'éclairage des rues dans la municipalité de Villeray, depuis l'annexion de cette dernière, sont ceux des contrats du 20 novembre 1901 entre The Royal Electric Co. et la Ville de Montréal, ainsi que du 18 février 1904, entre la Ville de Montréal, et The Montreal Light, Heat & Power Company. En d'autres termes, la municipalité annexée, par le fait de son annexion, se trouve à bénéficier de tous les avantages conférés par la clause 29 du contrat du 20 novembre, de même que de ceux accordés par la première clause du contrat en date du 18 février 1904 passé avec The Montreal Light, Heat & Power Co.

Quatrième question

Quel est l'effet de la clause 29 du contrat passé le 20 novembre 1901, entre la Ville et la Royale sur le contrat de Villeray? Ce dernier contrat cesse-t-il d'être en vigueur et jusqu'à quel point continuera-t-il à avoir effet après le 31 décembre 1908?

Réponse

Comme nous l'avons déjà dit, la clause 29 du contrat passé le 20 novembre 1901, a pour effet d'annihiler virtuellement le contrat d'éclairage passé le 20 novembre 1900, entre la Compagnie The Royal Electric et la municipalité du village de Villeray. A partir de l'annexion de cette dernière municipalité, le contrat qu'elle avait passé, avec la Royale, le 20 novembre 1900, pour 20 ans est devenu cauc en face de la clause 29 du contrat du 20 novembre 1901, passé entre la même Compagnie et la Ville de Montréal.

Cinquième question

La Royale, la Citizens et autres compagnies étant opérées par et au bénéfice de la Montreal Light, Heat & Power, tout contrat passé par l'une de ces compagnies n'est-il pas de nature à lier les autres?

Réponse

Si nous comprenons bien, les différentes compagnies d'éclairage dont les noms sont mentionnés plus haut, sont des compagnies distinctes et séparées, bien que, pour certaines d'entre elles, elles soient sous le contrôle d'une même administration. Si tel est le cas, nous sommes d'opinion que les contrats passés par l'une de ces Compagnies ne peut lier les autres. Toutes ces compagnies pour les fins de l'exécution des contrats qu'elles ont pu passer, sont indépendantes les unes des autres, et les contrats passés par l'une quelconque de ces compagnies ne peuvent en aucune manière affecter ceux faits par d'autres de ces mêmes compagnies.

Nous avons l'honneur d'être, messieurs, vos très humbles serviteurs,

L.-J. ETHIER,

Procureur et Avocat en Chef de la Ville.

(Pour les Avocats de la Ville.)

parks and thoroughfares of the City of Montreal as may be designated by the said City, during the period of time hereinafter mentioned, in accordance with the clauses and conditions contained in the present deed, and in conformity with the clauses and conditions of the contract for the lighting of the City of Montreal with arc lamps, passed between the City of Montreal aforesaid, and the Royal Electric Company, before Victor Morin, the undersigned notary, on the 20th November 1901, and according to the conditions mentioned in the specifications thereunto annexed, in so far as the same may apply thereto, the said party of the second part declaring that it has taken cognizance of the above mentioned contract and of the specifications connected therewith, and agreeing that all the clauses and conditions stipulated therein shall apply to these presents inasmuch as the same are not inconsistent with the present deed.

Third Question.

According to the contracts passed between the City of Montreal and The Montreal Light, Heat & Power Co., and the Royal Electric Co., and the agreement between the municipality of Villeray and the Royal Electric Co. for arc and incandescent lamps, what are the prices, terms and conditions which should prevail for the lighting of streets in the municipality of Villeray, since its annexation, both for arc and incandescent lamps.

Answer.

In reply to this third question, we beg to state that the prices, terms and conditions which should prevail for arc lamps as well as for incandescent lamps, for the lighting of streets in the municipality of Villeray, since the annexation of said municipality are those inserted in the agreements of the 20th November 1901, between The Royal Electric Co. and the City of Montreal; also those of the 18th February 1904, between the City of Montreal and The Montreal Light, Heat & Power Company.

In other words, the annexed municipality, by the fact of its annexation, benefits by all the advantages conferred by clause 29 of the agreement, made the 20th November, as well as by those granted by the first clause of the contract, dated the 18th February 1904, passed with The Montreal Light, Heat & Power Co.

Fourth Question.

What is the effect of clause 29 of the agreement, passed the 20th November 1901, between the City and The Royal Electric Co., on the contract of Villeray? Does the last mentioned contract cease to be in force and to what extent will it continue to exist after the 31st December 1908?

Answer.

As we have already stated, clause 29 of the agreement passed the 20th November 1901, virtually annihilates the lighting contract passed on the 20th November 1900, between the Royal Electric Co. and the municipality of the village of Villeray. Since the annexation of said municipality, the contract which it had passed with the Royal Electric Co., the 20th November 1900, for 20 years has become null in view of clause 29 of the agreement dated the 20th November 1901, passed between the same Company and the City of Montreal.

Fifth Question.

The Royal, the Citizens and other companies being operated by and for the benefit of the Montreal Light, Heat & Power Co., does not contracts passed by one of said companies bind the others?

Answer.

We understand the different lighting companies whose names are above mentioned, are distinct and separate companies, although, certain of them, are under the control of the same management. In that case, we are of opinion that the agreements passed by one of said companies cannot bind the others. All the said companies, as regards the carrying into effect of the agreements they may have passed, are independent from one another, and the agreements passed by one of said companies cannot affect, in any way, the agreements made by the others.

We have the honor to be, Gentlemen, your very humble servants,

L. J. ETHIER.

Chief City Attorney.
(For the City Attorneys.)

Etablissement d'un parc public par la Ville dans la Municipalité de Westmount

DÉPARTEMENT EN LOI.

Montréal, 9 juillet 1906.

Au Président et aux Membres de la Commission des Parcs et Traverses.

Messieurs,

Re ETABLISSEMENT D'UN PARC PUBLIC DANS LA MUNICIPALITÉ DE WESTMOUNT.

En réponse à la question à nous soumise, "si la Ville peut légalement voter une somme d'argent, à l'effet d'établir un parc dans une autre municipalité", et aussi, en réponse à la lettre de M. Arch. McGoun, adressée à votre président, nous avons l'honneur de répondre:

Que suivant notre opinion, la Ville ne peut dépenser de l'argent pour l'acquisition d'une propriété pour établir un parc dans une autre municipalité, mais elle a le droit d'acquérir ou d'exproprier une propriété dans ses propres limites, à l'effet d'agrandir un parc qui se trouve en partie dans une municipalité adjacente.

Nous avons l'honneur d'être Messieurs, vos humbles et obéissants serviteurs,

L.-J. ETHIER,

Procureur et Avocat en Chef de la Ville.

(Pour les avocats de la Ville.)

Drainage de certaines rue dans le nouveau quartier Saint-Henri

DÉPARTEMENT EN LOI.

Montréal, 1er août 1906.

A Son Honneur le Maire de Montréal.

Monsieur le Maire,

Re DRAINAGE DE CERTAINES RUES DANS LE NOUVEAU QUARTIER SAINT-HENRI.

Agissant d'après vos instructions et celles du président de la Voirie, je suis allé, en compagnie de l'ingénieur, M. Howard, faire une visite minutieuse dans le quartier Saint-Henri, dans cette partie désignée dans le rapport ci-joint de M. Howard, qui requiert d'être assainie dans le plus court délai possible, et nous avons constaté que la plupart des maisons sont bâties dans des bas-fonds couverts d'eaux stagnantes à différents endroits et qui devraient être exhaussés immédiatement; il faudrait, à tout événement, remplir avec de la cendre ou de la terre les trous ou excavations, qui ramassent les eaux de surface et les eaux ménagères pour les garder à l'état stagnant.

Il y a certainement urgence, dans l'intérêt de la santé publique, de faire des égouts dans ces rues, qui sont en grande partie bâties. Ces égouts ne doivent pas se déverser dans la petite rivière Saint-Pierre, qui appartient au Gouvernement, et qui d'ailleurs n'est pas encore canalisée, excepté pour une partie. Cette rivière devrait être nettoyée et ne devrait servir au drainage d'aucune municipalité riveraine, tant que le Gouvernement n'aura pas décidé d'y faire un égout couvert.

J'ai constaté que des matières fécales et des immondices de toute espèce s'écoulent dans cette rivière, dont le lit n'est recouvert que d'une légère couche d'eau et qui ne peut être, durant les chaleurs, qu'une source de mauvaise odeur et de danger pour l'hygiène publique; je crois que la Ville devrait cesser d'y égoutter et adopter un système comme le suggère M. Howard, qui permettrait de pomper tout le drainage de Saint-Henri dans celui de la Ville de Montréal au moyen d'une pompe automatique; autrement les travaux, qui seront faits en vue du déversoir dans la rivière, ne seront que temporaires et exposeront inévitablement la Ville à des réclamations en dommages qu'elle a intérêt d'empêcher par tous les moyens possibles.

Naturellement, ceci devient une question d'étude pour les ingénieurs de la Ville, et je constate que M. Howard y met tout le dévouement possible pour suggérer à la Com-

Establishment of a public park by the City, in the Municipality of Westmount

LAW DEPARTMENT.

Montreal, 9th July, 1906.

To the Chairman and Members of the Parks and Ferries Committee.

Gentlemen,

Re ESTABLISHMENT OF A PUBLIC PARK IN THE MUNICIPALITY OF WESTMOUNT.

Replying to the question submitted to us "if the City can legally vote money for the establishment of a park in another municipality," and also to the letter of Mr. Arch. McGoun, addressed to your chairman, we have the honor to report:

That in our opinion the City cannot expend money to acquire property to establish a park in another municipality, but it may acquire or expropriate property within its own limits to enlarge a park which is partly constructed in an adjoining municipality.

We have the honor to be, Gentlemen, your obedient and humble servants,

L. J. ETHIER,

Counsel and Chief City Attorney.

(For the City Attorneys.)

Drainage of certain streets in the new St. Henry Ward

LAW DEPARTMENT.

Montreal, August 1st, 1906.

To His Worship the Mayor of Montreal.

Mr. Mayor,

Re DRAINAGE OF CERTAIN STREETS IN THE NEW ST. HENRY WARD.

In conformity with your instructions, and those of the chairman of the Road Committee, I went with Mr. Howard, the engineer, and carefully visited St. Henry ward, in the portion described in Mr. Howard's annexed report, which needs to be put in better sanitary condition, within the shortest possible delay, and we noticed that most of the houses were built on low ground, covered in different places with stagnant water, which ground should be immediately raised; certain holes and excavations retaining the surface and refuse water keep same in a stagnant condition, and these should be filled with ashes and earth.

It is certainly urgent, in the interest of public health, to construct sewers in said streets, which are mostly covered with buildings. These sewers should not drain into the "petite rivière Saint-Pierre" which belongs to the Government, and has not yet been canalized, except a certain portion. This river should be cleaned and not used as a drainage for any bordering municipality, as long as the Government has not decided to place therein a covered sewer.

I have ascertained that excrements and filth of all sorts are flowing in said river, the bottom of which is covered only with a very small body of water, and is, during the great heat, a source of bad odors and danger to public health. I think the City should stop draining there and adopt the system suggested by Mr. Howard, by which all the drainage of St. Henry could be pumped into the City's sewers by means of an automatic pump; otherwise, the work for the draining into the river will only be temporary, and will unavoidably expose the City to claims for damages, which should be prevented by all possible means.

Of course, this is a question to be studied by the City

mission de la Voirie le moyen le plus pratique d'arriver à assainir le quartier Saint-Henri.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Maire, votre bien dévoué serviteur,

L.-J. ETHIER,
Avocat en Chef de la Ville.

Droit de Rosemont de forcer la Ville à construire des Canaux d'Egout dans le Territoire nouvellement Annexé.

DÉPARTEMENT EN LOI

Montréal, 10 août 1906.

Au Président et aux Membres de la Commission des Finances.

Messieurs,

Le président de la Commission des Finances ayant requis M. Lavallée du Département en Loi, de donner notre opinion sur la question de savoir si cette partie du quartier Sainte-Marie ci-devant appartenant à la municipalité du village de Rosemont, avait le droit de forcer la Ville de Montréal de construire dans les limites de son territoire tel qu'existant avant l'annexion, des canaux d'égouts pour répondre aux besoins qui pourraient s'y faire sentir.

Nous avons l'honneur de faire rapport:

Que le pouvoir de faire des égouts est un pouvoir législatif que la Ville exerce suivant sa discrétion et en consultant ses ressources financières. Dans l'exercice de cette discrétion elle ne peut être recherchée en dommages de la part des contribuables qui se plaignent qu'ils n'ont pas d'égouts.

Lorsque la Ville a cependant jugé à propos de mettre des égouts dans aucune des rues dans les limites de son territoire, elle est tenue à l'entretien de tels égouts; si à cet égard, elle est coupable de négligence, d'incurie ou d'impéritie, elle peut alors être recherchée en dommages par procédures judiciaires devant les tribunaux.

Comme dans le règlement No 353, au sujet de l'annexion, il ne se trouve rien de particulier concernant les égouts de Rosemont, cette partie du quartier Sainte-Marie est soumise à l'application du principe ci-dessus énoncé.

Nous avons l'honneur d'être, messieurs, vos très humbles et obéissants serviteurs,

L.-J. ETHIER,
Procureur et avocat en chef de la Ville.
(Pour les Avocats de la Ville.)

Construction d'un Tunnel au-dessous de la rue McGill par la Compagnie du Grand Tronc

DÉPARTEMENT EN LOI

Montréal, 11 août 1906.

A Son Honneur le Maire et aux Echevins de la Ville.

Messieurs,

Re CONSTRUCTION D'UN TUNNEL EN DESSOUS DE LA RUE MCGILL, PAR LA COMPAGNIE DU G. T. R.

Un rapport de la Commission de la Voirie, recommandant la construction d'un tunnel sous la rue McGill par la Compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc, ayant été soumis au Conseil à l'assemblée du 9 juillet dernier, M. l'échevin Mercier a soulevé un point d'ordre, prétendant que ce rapport ne pouvait être adopté que par un règlement, conformément aux dispositions de la clause 530 de la charte, et la question nous est maintenant référée pour notre opinion.

Après avoir pris connaissance dudit rapport et des documents et plan ci-annexés, nous sommes venus à la conclusion qu'il s'agit, dans l'espèce, de conférer un droit et un privilège, en accordant à ladite Compagnie la permission de construire ce tunnel, et partant, il faudrait adopter au

engineers; and I see that Mr. Howard is showing much interest in suggesting to the Road Committee the most practical means of rendering St. Henry ward healthy.

I have the honor to be, Mr. Mayor, your devoted servant,

L. J. ETHIER,
Chief City Attorney.

Right of Rosemont to force the City to build Sewers in the newly Annexed Territory

LAW DEPARTMENT.

Montreal, August 10th 1906.

To the Chairman and Members of the Finance Committee.

Gentlemen,

The chairman of the Finance Committee having requested Mr. Lavallée, of the Law Department, to give our opinion as to whether that part of St. Mary's ward, formerly belonging to the municipality of the village of Rosemont, had the right to force the City of Montreal to build, within the limits of its territory as it existed before annexation, sewers for the requirements of said municipality.

We beg to report:

That the right to build sewers is a legislative right which the City exercises according to its discretion and guided by its financial resources.

In the exercise of its discretion, it cannot be looked to for damages by ratepayers who might complain of the want of sewers.

When the City, however, has deemed advisable to lay sewers in any of the streets within the limits of its territory, it is bound to maintain said sewers; in this connection, if the City is guilty of negligence, carelessness or incapacity, it may be then sued for damages before the courts.

Whereas in by-law No. 353, concerning annexation, there is nothing particular with regard to the Rosemont sewers, that part of St. Mary's ward comes under the application of the above mentioned principle.

We have the honor to be, Gentlemen, your most humble and obedient servants.

L. J. ETHIER,
Counsel and Chief City Attorney.
(For the City Attorneys.)

Construction of a Tunnel by the Grand Trunk Ry. Co., under McGill street

LAW DEPARTMENT.

Montreal, August 11th 1906.

To His Worship the Mayor and to the City Aldermen.

Gentlemen,

Re CONSTRUCTION OF A TUNNEL BY THE G. T. R. Co., UNDER MCGILL STREET.

A report from the Road Committee, recommending the construction of a tunnel by the Grand Trunk Railway Co. under McGill street, having been submitted to Council at the meeting of the 9th July last, Ald. Mercier raised a point of order, contending that said report could not be adopted, except by a by-law in conformity with the provisions of clause 530 of the charter, and the question is now referred to us for our opinion.

After taking communication of said report, and of documents and plan hereunto annexed, we come to the conclusion that in this case, the Council is called upon to confer a right and a privilege by granting to the said company permission to construct a tunnel, and consequently,

préalable un règlement, qui devra contenir toutes les clauses et conditions que votre Conseil désire imposer à la Compagnie requérante.

Le point d'ordre doit être en conséquence maintenu.

Nous avons l'honneur d'être, messieurs, vos très humbles et obéissants serviteurs,

L.-J. ETHIER,

Procureur et Avocat en Chef de la Ville.

(Pour les avocats de la Ville.)

a by-law should be previously adopted, said by-law to include all the clauses and conditions that your Council may deem advisable to impose upon the Company.

The point of order should therefore be maintained.

We have the honor to be, Gentlemen, your most humble and obedient servants,

L. J. ETHIER,

Counsel and Chief City Attorney,

(For the City Attorneys.)

"The Montreal Light, Heat & Power Co."

Jugement de la Cour du Recorder sur l'installation des poteaux de la dite Compagnie, rue Côté

COUR DU RECORDER, MONTREAL

No 642

LA VILLE DE MONTRÉAL

Demanderesse

vs

"THE MONTREAL LIGHT, HEAT & POWER Co."

Défenderesse.

20 juillet 1906.

Poursuite contre l'élévation de poteaux et la pose de fils suspendus dans la rue Côté, en contravention au règlement No 343.

Dans la présente action, la défenderesse est accusée d'avoir, le 2 avril dernier, illégalement planté des poteaux et suspendu des fils auxdits poteaux le long de la rue Côté, dans la Ville de Montréal.

Le 11 avril, la défenderesse produisit une exception déclinatoire attaquant la validité du règlement No 343, sur lequel la présente action est basée. La défenderesse invoqua spécialement sa charte statutaire, l'Edouard VII, chap. 66, qui lui donne le droit de pénétrer sur les rues et autres voies publiques de la Ville de Montréal, et dans un rayon de 100 milles de cette Ville, et d'établir au-dessous et au-dessus desdites rues et voies publiques tous les tuyaux, lignes, conduits et autres installations qui seront nécessaires pour l'exploitation de son industrie.

La cour renvoya l'exception déclinatoire (*) pour la raison, entre autres, qu'il n'avait pas encore été démontré que la pose de poteaux et de fils sur la rue Côté était nécessaire.

Sur le mérite, plusieurs témoins furent interrogés sur la question de savoir si les poteaux et les fils étaient nécessaires ou non. Il appert des témoignages rendus que, tandis que des poteaux ou des supports quelconques fixés aux murs paraissent être indispensables pour l'installation des grandes lampes à arc destinées à éclairer la rue Côté, la suspension de fils entre ces poteaux ou supports n'est pas nécessaire, attendu que l'on peut se servir de conduits souterrains. La Compagnie ne veut pas placer ses fils sous terre parce que, prétend-elle, il ne serait pas sage de faire cette innovation avant qu'un circuit régulier et défini, partant d'une station centrale, ait été établi. La défenderesse n'a encore pris aucune décision à cet égard. Naturellement cela entraînerait une dépense d'argent. L'on ne nie pas que des conduits souterrains aient été établis dans plusieurs des villes les plus importantes des Etats-Unis, et il ne paraît pas y avoir des obstacles insurmontables à l'introduction du même système ici.

Il m'est impossible, après avoir entendu la preuve, de dire que ces poteaux sont absolument nécessaires pour

(*) Le jugement de la Cour du Recorder, renvoyant l'exception déclinatoire dont il est ici question, a été publié dans la *Gazette Municipale*, le 14 mai dernier, No 15 de la troisième année.

The Montreal Light, Heat & Power Co.

Judgment of the Recorder's Court anent the Erection of poles by the said Company, on Coté Street.

RECORDER'S COURT, MONTREAL.

No. 642.

THE CITY OF MONTREAL

Plaintiff.

vs

THE MONTREAL LIGHT, HEAT & POWER COMPANY.

Defendant.

July, 20th 1906.

Action for placing poles and suspending wires on Côté street in contravention of By-Law 343.

The present action charges the defendants with having on the 2nd of April last unlawfully placed poles and suspended wires upon said poles along Côté street in the City of Montreal.

The defendants on the 11th of April filed a declinatory exception attacking the validity of by-law 343 upon which the present action is based. Defendants specially invoked their statutory charter of incorporation 1 Ed. VII, ch. 66 which gives it the right to enter upon the streets and highways of the City of Montreal, and within a radius of one hundred miles therefrom, and to construct under and over them all such pipes, lines, conduits and other constructions as may be necessary for the purposes of its business. The Court dismissed the declinatory exception (*) for the reason among others that it had not yet appeared that the erection of poles and wires on Côté street was necessary. On the merits, a number of witnesses have been examined as to whether the poles and suspended wires are necessary or not. My appreciation of the evidence is that while poles or some kind of brackets affixed to walls would appear to be necessary for the placing of the large arc lamps required for the lighting of Côté street, the suspension of wires between these poles or brackets is not necessary as these can be placed in underground conduits. The objection on the part of the company to placing wires underground is that it would not be good practice to do so until a regular and definite circuit proceeding from some special point or station has been established. The company defendant has not yet seriously decided upon any such policy. Naturally it involves expense. It is not denied that underground conduits have been established in many of the large cities of the United States, and it does not appear that there are any insuperable objections to their being placed here.

It is impossible for me to say after listening to the proof

(*) The judgment of the Recorder's Court, dismissing the declinatory exception referred to, was published in the *Municipal Gazette*, on the 14th. May last, No. 15 of the third year.

l'exploitation de l'industrie de la Compagnie. Ils constituent peut-être le système le moins dispendieux, mais ils ne sont pas indispensables. Il a aussi été démontré que le réseau des fils offre un aspect disgracieux et est dangereux lorsqu'il survient des incendies, bien que la Compagnie dépêche, à chaque incendie, des équipes d'hommes pour faciliter le travail des pompiers.

Pour ces motifs et pour les raisons indiquées au long dans mon jugement sur l'exception déclinatoire, je suis d'opinion que la Compagnie a violé le règlement et je la condamne à payer une amende de \$25.

R.-STANLEY WEIR,
Recorder de la Ville de Montréal.

that these poles are absolutely necessary for the purposes of the company's business; there may be a cheaper alternative, but they are not a "sine qua non." There is also evidence that the net work of wires overhead is unsightly and dangerous in times of fire, although in this respect the company renders assistance by a patrol which it maintains to attend all fires.

For these reasons as well for the reasons fully stated in my judgment on the declinatory exception, I am of opinion that the company has violated the by-law and condemn them to pay a fine of \$25.00.

R. STANLEY WEIR,
Recorder of the City of Montreal.

L'IMPOSITION DES PRESBYTERES

Jugement de la Cour du Recorder dans la cause de la Ville vs A.-D. Meldola de Sola

COUR DU RECORDER, MONTREAL
No 2125

LA VILLE DE MONTRÉAL
Demanderesse,

vs

A. D. MELDOLA DE SOLA,
Défendeur.
Juillet, 1906.

C'est là une action pour le paiement de \$1,238.35, montant des taxes (avec intérêt accru) dues sur les lots du cadastre Nos 1805 et 1806, du quartier Saint-Antoine, Montréal. Cette propriété appartenait à feu Jesse Joseph et les défendeurs furent chargés de l'administrer à titre d'exécuteurs testamentaires.

Dans sa défense, le défendeur De Sola allègue qu'il est le prête desservant ou ministre de la corporation des Juifs espagnols et portugais de la Ville de Montréal, et que l'immeuble en question lui sert de presbytère. Le terrain et les bâtiments sus-érigés ont été estimés à \$137,850 et les estimateurs de la Ville ont évalué à \$96,000 la partie de la propriété qui devait être exempte de taxes.

Lors de l'audition au mérite, j'attirai l'attention sur le fait que la loi ne paraissait pas fixer de limites quant à l'usage et à la valeur d'un presbytère et après avoir entendu les plaidoiries des avocats des parties, je pris la cause en délibéré.

Il me semble qu'il est important de déterminer tout d'abord le sens précis du mot "Presbytère"? Est-il essentiel, (pour qu'un immeuble habité par un ministre puisse être considéré comme un presbytère), que la congrégation dont ce ministre est le desservant, le possède à titre de propriétaire ou par bail ou par un autre titre quelconque? En d'autres termes, comme l'on ne prétend pas que les terrains et bâtiments en question sont possédés, en vertu d'un titre quelconque, par la corporation des Juifs espagnols et portugais dont le révérend A. D. Meldola de Sola est le ministre ou rabbin, l'immeuble que forment lesdits terrains et bâtiments peut-il, à proprement parler, être considéré comme un presbytère?

Afin de me permettre d'étudier cette importante question, j'ordonnai que la cause fût plaidée de nouveau vendredi, le 20 du courant, à 2.30 heures de l'après-midi.

* * *

Les avocats des deux parties ayant été entendus ce jour-là et la cause ayant été prise en dévoté, Son Honneur le Recorder rendit le jugement suivant, le 27:

* * *

Le 13 courant, j'ordonnai que la cause fût plaidée de nouveau pour discuter la question de savoir ce que signifiait

LEVYING OF TAXES ON PARSONAGES

Judgment of the Recorder's Court, in the case of the City vs A.D. Meldola de Sola.

RECORDER'S COURT, MONTREAL.
No. 2125.

THE CITY OF MONTREAL

Plaintiff.

vs

A. D. MELDOLA DE SOLA
Defendant.
July, 1906.

This is an action for the payment of \$1,238.35, the amount of taxes with accrued interest due for cadastral lots Nos. 1805 and 1806 St. Antoine ward, Montreal. The property belonged to the late Jesse Joseph and the Defendants were named testamentary executors thereto. The plea is that the Defendant De Sola has used the lots in question and the buildings thereon erected as his parsonage, he being the officiating priest or minister of the corporation of Spanish and Portuguese Jews in the City of Montreal. The land and buildings have been assessed at the sum of \$137,850, and the city assessors valued an exemption at \$96,000.

At the hearing of the case, I directed attention to the fact that the law does not appear to fix any limits as to the use or value of a parsonage and after hearing argument I took the case on *délibéré*.

Upon consideration however, it seems to me important to determine what the precise meaning of the word parsonage is? I raise the question, it is essential that a parsonage being the property would be leased by or otherwise validly held by the church congregation whose minister may occupy such parsonage. In other words as it is not pretended that the lands and buildings in question are held in virtue of any title whatsoever by the corporation of Spanish and Portuguese Jews whose minister or rabbi, the Rev. A. D. Meldola de Sola, is, can the said lands and buildings be properly considered as a parsonage?

For the proper determination of this important question I order a rehearing on Friday afternoon, the 20th inst. at 2.30 p.m.

* * *

The case having been re-argued and taken on *délibéré*, His Honor, the Recorder on the 27th rendered the following judgment:

* * *

On the 13th instant I ordered a re-hearing of the case for the discussion of the significance of the word "par-

le mot "parsonage," afin de déterminer si le simple fait de l'occupation de cette propriété par l'un des défendeurs, qui est un rabbin ou ministre juif, en fait un "parsonage" dans le sens de la loi.

Après avoir examiné toutes les définitions de ce mot et de son équivalent français "Presbytère," que j'ai pu trouver, je suis d'opinion qu'un "parsonage," dans son sens primitif et ordinaire, signifie une maison réservée par une église ou une congrégation pour être occupée par son ministre ou son prêtre comme résidence. Les mots "Presbytère" "Parsonage," et en Ecosse le mot "Manse," ont tous ce sens originairement. Il n'y a aucun doute pour moi que c'est aussi le sens que l'on avait l'intention de donner à ce terme dans notre loi et nos statuts. Les statuts classent ensemble tous les édifices affectés au culte, y compris les fabriques, les palais épiscopaux et les presbytères, lorsqu'ils sont occupés comme résidence par le prêtre ou le ministre desservant une église, mais il ne s'en suit pas qu'une maison devient un presbytère par le simple fait qu'elle est occupée par un prêtre ou un ministre. Un presbytère est une maison réservée pour un "curé," et si la maison est occupée par quelqu'un qui n'est pas un prêtre ou un ministre desservant une église dans la Ville, elle ne doit pas être exempte de l'impôt. Un presbytère est une institution du même caractère culturel général qu'un palais épiscopal, qu'une fabrique ou qu'une église. C'est un édifice réservé pour une occupation et un usage spéciaux, et il est exempt de taxes lorsqu'il est ainsi spécialement occupé et employé. Que ce soit là le sens du mot "Presbytère", c'est ce qui ressort clairement de la définition du mot que donnait la charte de la Ville, 52 Vict., chap. 79, sect. 88: "Le mot "Presbytère" s'applique à tout local servant d'habitation au prêtre officiant ou ministre de toute église dans la Cité, qu'il soit propriétaire ou locataire." Cette définition spéciale a été, cependant, éliminée par le statut 3 Edouard VII, chap. 62, et la loi exempte maintenant de l'impôt foncier "tout édifice ou partie d'édifice servant au culte religieux, y compris le terrain sur lequel il est construit, ainsi que les fabriques, les palais épiscopaux et les presbytères, lorsqu'ils sont occupés comme résidence par le prêtre desservant ou par le ministre en charge d'une église quelconque dans la Cité, pourvu qu'un seul presbytère pour chaque église bénéficie de l'exemption."

Nous sommes ainsi forcés, depuis l'élimination de la définition statutaire que je cite plus haut, de revenir à la signification primitive du mot, qui, à mon avis, veut dire non pas un édifice qui peut être occupé par un ministre une année et par un laïque l'année suivante, mais bien une résidence assignée officiellement et permanentement par une église à son ministre. Dans le cas actuel, la propriété n'a jamais été considérée comme un presbytère et est tombée fortuitement en la possession de l'un des défendeurs. Je ne crois pas que ce soit un presbytère dans le sens lexicologique de ce mot, consacré de temps immémorial, non plus que dans son sens légal.

Plusieurs clauses de nos statuts, notamment la section 3396 et les sections suivantes des Statuts Révisés, la section 239 de la loi de l'instruction publique, etc., indiquent que les églises, les presbytères, les fabriques, les palais épiscopaux, etc., sont considérés comme un groupe d'édifices ayant des traits caractéristiques connexes ou communs et destinés à des usages particuliers. Ils sont la création d'une corporation religieuse et non pas d'un particulier. Leur caractère dépend de leur destination et de leur usage.

Il y a un autre point important qui, même si j'en étais venu à une conclusion différente sur la question que je viens de discuter, aurait pu me porter à faire une exception relativement à la taxe scolaire, qui est aussi réclamée. J'attirerai l'attention sur un statut de l'année 1869, qui dit que seules les propriétés appartenant à des institutions religieuses, de charité ou d'enseignement, etc., seront exemptes de la *taxe scolaire*. A ce que j'ai pu constater, ce statut est encore en vigueur, et, dans tous les cas, comme l'immeuble en question n'appartient pas aux défendeurs, qui sont simplement des exécuteurs testamentaires, la taxe scolaire est exigible.

Pour ces raisons, je rends jugement en faveur de la Ville pour \$1,238.35 et intérêt.

R. STANLEY WEIR,
Recorder de la Ville de Montréal.

sonage" with the view of determining whether the fact of the occupation of this property by one of the defendants, who is a Jewish rabbi or minister, makes of it a parsonage as defined by law.

After examining all the definitions of the word and of its French equivalent "presbytère" that I can find, I am of opinion that a parsonage in its original and ordinary meaning signifies a house set apart by a church or congregation for occupation by its minister or priest as a residence. The words "presbytère", parsonage, and in Scotland the word "Manse" have all this meaning originally. That such is also the meaning intended by our law and statutes does not, to me, seem doubtful. The statutes class together all buildings used for religious worship including fabriques, bishops, palaces, and parsonages, when occupied as a residence by the priest or minister in charge of any church, nor does this mean that a house is made a parsonage by the simple fact that it is occupied by a priest or minister. It means that a parsonage is a house set apart for a "parson" and if it should be occupied by one who is not the priest or minister in charge of some church in the city, it is not to be exempt from assessment. A parsonage is an institution of the same general ecclesiastical class as a bishop's palace, fabrique or church. It is set apart for special occupation and use, exempt when so used and occupied. That it is the meaning of the word parsonage is made evident from the special, but short-lived definition of the word made by the city charter 52 Vict. ch. 79, sec. 88. "The word parsonages shall apply to any house occupied as a residence by the officiating priest or minister of any church in the city either as proprietor or tenant." This special definition, however, was repealed by the statute 3 Edw. VII, ch. 62 and the law now exempts as follows: "Every building or portion of a building used for the purpose of religious worship, including the land on which the same is erected, as well as fabriques, bishops' palaces, and parsonages, when occupied as a residence by the priest or the minister in charge of any church in the city, provided that, but one parsonage for each church shall have the benefit of the exemption." We are thus obliged, since the repeal of the statutory definition cited, to revert to the original meaning of the word which does not, in my opinion, contemplate a building which may be occupied by a minister one year and a layman the next; but a residence which enjoys an official and permanent dedication by a church for its minister's use. In the present case the property has never been recognized as a parsonage and comes into the possession of one of the defendants quite casually. I do not think it a parsonage within the ordinary long established meaning of that word, or within its actual legal significance.

Numerous references in our statutes e. g. Rev. statutes 3396 et seq. Education Act 239, etc. indicate that churches, parsonages, fabriques, bishops' palaces, etc. are considered as a group of buildings having related or common characteristics and destined to particular uses. They are the creation of a religious corporation of some sort not of any individual. Their character depends upon their destination as well as their use.

There is another point of importance which, even had I come to another conclusion as to the point just discussed, might have led me to make an exception with regard to the school tax which is also sued for. I direct attention to a statute of the year 1869 which declares that only property "belonging to" religious, charitable or educational institution, etc. shall be exempted from the "city school tax." So far as I can ascertain this statute remains in full force, and, in any event, as the property in question does not "belong to" the defendants, they being merely testamentary executors, they would be liable for the school tax.

For the reasons stated I grant judgment in favor of the city for \$1,238.35 and interest.

R. STANLEY WEIR,
Recorder of the City of Montreal.

DELIBERATIONS

COMMISSION DES MARCHES

Compte rendu de l'assemblée du 5 septembre

Sont présents: MM. les échevins Bumbray, Turner, Séguin, Martin, Guay et Ward.

En l'absence de M. l'échevin Lévy, président de cette Commission, M. l'échevin Bumbray est prié de prendre le fauteuil de la présidence.

1.—Soumise et lue une lettre de M. Félix Libercent, boucher et locataire des étaux 21 et 22 du marché Saint-Laurent, demandant la permission de remettre ses étaux.

Sur proposition de M. l'échevin Martin, il est *Résolu*: Que la résignation de M. Libercent soit reçue et acceptée.

Les soumissions suivantes pour la location des étaux Nos 21 et 22 dudit marché, sont alors ouvertes:

J. Bessner offrant \$5.00 par semaine.

Max. Lesage offrant \$4.50 par semaine.

D. Poitras offrant \$5.00 par semaine.

G. F. Fisher, offrant \$4.00 par semaine.

M. l'échevin Nault appuie avec instance la soumission de M. G. Fisher et M. l'échevin Leclair, aussi présent, recommande que soit accordée à M. Max. Lesage la location des étaux en question.

Après délibération M. l'échevin Martin *Propose*: Que la soumission de M. Lesage soit acceptée au prix spécifié soit \$4.50 par semaine.

La proposition étant soumise aux voix, la Commission se divise:

Pour: Guay, Martin et Séguin—3.

Contre: Turner et Ward—2.

Elle est ainsi affirmative, et il est

Résolu: En conséquence.

2.—La Commission prend ensuite connaissance des soumissions suivantes pour la location des étaux Nos. 1 et 2 de l'extérieur du marché Saint-Jacques:

A. Cardinal offrant \$2.00 par semaine.

C. Cohen offrant \$3.75 par semaine.

Jos. Larose, offrant les conditions ordinaires.

M. & Al. Saint-Pierre offrant \$3.60 par semaine.

Louis Girard, offrant \$3.00 par semaine.

Sont aussi soumises des lettres de M. l'échevin Laviolette recommandant M. Larose et de M. Pinoteau, recommandant MM. Saint-Pierre.

Après délibération, M. l'échevin Martin *Propose*: Que la soumission des MM. Saint-Pierre soit acceptée au prix spécifié, soit \$3.60 par semaine.

Cette proposition étant soumise aux voix, la Commission se divise:

Pour: Guay, Martin et Séguin—3.

Contre: Turner et Ward—2.

Ainsi elle est affirmative, et il est

Résolu: En conséquence.

3.—Soumise et lue une lettre de M. James Scalia, demandant à louer l'étal No 21 de l'extérieur du marché Saint-Antoine, à raison de \$1.00 par semaine.

Sur proposition de M. l'échevin Séguin, il est *Résolu*: D'accorder cette demande.

4.—Soumise et lue une lettre de MM. Labrecque & Cie., locataires du marché Saint-Antoine, demandant la permission de tenir ouvert jusqu'à 9 ou 9½ heures du soir, l'étal qu'ils occupent dans ledit marché. Ces messieurs se plaignent aussi du mauvais état des tuyaux de renvoi.

Résolu: De déposer cette lettre sur le bureau.

5.—Soumise et lu un rapport du surintendant, déclarant qu'une somme approximative de \$100 est requise pour la construction d'un trottoir au sud-est du marché à bestiaux de l'Est, tel que demandée par la compagnie du Pacifique Canadien.

MARKET COMMITTEE

Report of Meeting held the 5th of September.

Present: Ald. Bumbray, Turner, Séguin, Martin, Guay and Ward.

Ald. Lévy, chairman of the Committee being absent, Ald. Bumbray was called to the chair.

1.—Submitted and read a letter from Mr. Félix Libercent, butcher and tenant of stalls 21 and 22 St. Lawrence market, asking permission to give up his stalls.

On motion of Ald. Martin, it was

Resolved: That said permission be granted to Mr. Libercent.

The following tenders for rental of stalls 21 and 22 of said market were then opened:

J. Bessner offering \$5.00 per week.

Max. Lesage offering \$4.50 per week.

D. Poitras offering \$5.00 per week.

G. F. Fisher offering \$4.00 per week.

Ald. Nault earnestly supported Mr. G. F. Fisher's tender; and Ald. Leclair recommended that the stalls in question be rented to Mr. Max. Lesage.

After deliberation, Ald. Martin

Moved: That Mr. Lesage's tender be accepted at the price mentioned in his tender, \$4.50 per week.

The vote being taken on said motion, the Committee divided:

Yeas: Guay, Martin and Séguin—3.

Nays: Turner and Ward—2.

So it was carried and

Resolved: Accordingly.

2.—The Committee then considered the following tenders for the rental of stalls Nos. 1 and 2 on the outside of St. James market:

A Cardinal offering \$2.00 per week.

C. Cohen offering \$3.75 per week.

Jos. Larose offering on usual conditions.

W. & Al. Saint-Pierre offering \$3.60 per week.

Louis Girard, offering \$3.00 per week.

There were also submitted letters from Ald. Laviolette recommending Mr. Larose; and from Mr. Pinoteau, recommending Messrs Saint-Pierre.

After deliberation, Ald. Martin

Moved: That Messrs. Saint-Pierre's tender be accepted, at the price mentioned, \$3.60 per week.

Said motion being put, the Committee divided:

Yeas: Guay, Martin and Séguin—3.

Nays: Turner and Ward—2.

So it was carried and

Resolved: Accordingly.

3.—Submitted and read a letter from Mr. James Scalia asking to rent stall No. 21 on the outside of St. Antoine market, at \$1.00 per week.

On motion of Ald. Séguin, it was

Resolved: To grant said request.

4.—Submitted and read a letter from Messrs. Labrecque & Co., tenants in St. Antoine market, asking permission to keep open the stalls occupied by them in said market, till 9 or 9½ p. m. These gentlemen also complained of the bad state of the discharge pipes.

Resolved: That said letter be laid on the table.

5.—Submitted and read a report from the superintendent, stating that an approximate sum of \$100 would be needed for the construction of a sidewalk on the south-eastern side of the Eastern cattle market, as required by the Canadian Pacific Railway Co.

Résolu: De déposer ce rapport sur le bureau.
Résolu: D'accorder au surintendant des Marchés deux semaines de vacance.

Adjournement.

A. LEBLANC,
Secrétaire.

CONSEIL MUNICIPAL

ASSEMBLÉE MENSUELLE DU 10 SEPTEMBRE

ORDRE DU JOUR

REGLEMENTS.

1. 2ème et 3ème lectures d'un règlement *re* construction des édifices sur la rue Dorchester et autres rues. (Yates).
2. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No. 260. (Sadler).
3. 3ème lecture d'un règlement à l'effet d'annexer une partie du Sault-au-Recollet (Lavallée).

RAPPORT

4. *Voirie.*—Pour effacer la ligne homologuée du côté sud de la rue Lagachetière.

MOTION

5. *Sadler.*—Pour reconsidérer un certain vote du Conseil *re* Hamel.

RAPPORT.

6. *Voirie.*—Pour élargir la rue St-Pierre.

MOTIONS.

7. *Martin, M.*—Pour dresser un cahier de charges pour la fourniture de gaz.
8. *Dagenais.*—Pour forcer les compagnies d'abattoirs de payer le traitement d'un inspecteur.
9. *Marin.*—Pour abroger une certaine résolution *re* écurie sur la rue Mackay.

REGLEMENTS

10. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No. 49. (Houlé).
11. 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No. 210. (Carter).
12. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement *re* écuries. (Dagenais).
13. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement *re* vente des articles non réclamés. (Proulx).
14. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement amendant le règlement No. 260. (Leclaire).
15. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement imposant une taxe sur les poteaux, etc. (Nault).

MOTIONS.

16. *Martin, M.*—Pour abroger certaines résolutions *re* salaires des journaliers et des charretiers.
17. *Larivière.*—Pour permettre à la Cie des tramways d'établir un transbordeur de charbon.

REGLEMENTS

18. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement *re* fonds de retraite pour les employés municipaux. (Gadbois).
19. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement pour amender le règlement No. 260. (Yates).
20. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement pour amender le règlement No. 354. (Gadbois).
21. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement pour permettre à la Cie du Chemin de fer Electrique des Comtés du Sud de pénétrer dans la Ville. (J.-B.-A. Martin).
22. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement *re* la Cie M. L. H. & P. (J.-B.-A. Martin).
23. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement pour amender le règlement No. 50. (Larivière).
24. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement pour amender le règlement No. 340. (Larivière).

Resolved: That the report be laid on the table.
Resolved: That the Market superintendent be granted two weeks' holidays.

Adjourned.

A. LEBLANC,
Secretary.

CITY COUNCIL

MONTHLY MEETING OF THE 10TH OF SEPTEMBER

ORDER OF THE DAY

BY-LAWS.

1. 2nd and 3rd reading of a by-law *re* buildings on Dorchester Street and on other streets. (Yates).
2. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 260. (Sadler).
3. 3rd reading of a by-law to annex a portion of Sault-au-Recollet. (Lavallée).

REPORT.

4. *Road.*—To erase homologated line of south side of Lagachetière Street.

MOTION.

5. *Sadler.*—To reconsider a certain vote of Council *re* Hamel.

REPORT.

6. *Road.*—To widen St. Peter Street.

MOTIONS.

7. *Martin, M.*—To prepare specifications for the supply of gas.
8. *Dagenais.*—To compel Abattoir Companies to pay salary of an inspector.
9. *Marin.*—To repeal a certain resolution *re* stable on Mackay St.

BY-LAWS

10. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 49.—*Houlé.*
11. 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No 210. (Carter).
12. 1st, 2nd and 3rd reading of a by law *re* stables. (Dagenais).
13. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law *re* sale of unredeemed articles. (Proulx).
14. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by law No. 260. (Leclaire).
15. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to levy a tax on poles, etc. (Nault).

MOTIONS

16. *Martin M.*—To repeal certain resolutions *re* wages of laborers and carters.
17. *Larivière.*—To allow M. S. R. Co., to erect a coal conveyor.

BY-LAWS.

18. 1st, 2nd and 3rd reading of a by law *re* pension fund for civic employes. (Gadbois.)
19. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 260. (Yates).
20. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 354. (Gadbois).
21. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to allow Southern Counties Electric Railway to enter the City. (J. B. A. Martin).
22. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law *re* M. L. H. & P. Co. (J. B. A. Martin).
23. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 50. (Larivière).
24. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 340. (Larivière).

RAPPORTS

25. *Incendies et Eclairage*.—Pour permettre à la Cie J.-D. Duncan d'ériger une machine à vapeur.
26. *Voirie*.—Pour permettre à la Cie des tramways d'établir une voie de raccordement sur la rue St-Thomas.
27. *Voirie*.—Pour permettre à la compagnie "Montreal Steel Works" de poser des tuyaux dans la rue St. Etienne.

MOTIONS.

28. *Yates*.—Pour un règlement amendant le règlement No. 343.
29. *Larivière*.—Pour un règlement pour permettre à la Cie du chemin de fer du Grand Tronc de construire un tunnel au-dessous de la rue McGill.
30. *Proulx*.—Pour un règlement fixant le poids du pain.

L. O. DAVID,
Greffier de la Ville.



Avis Public

CONFEDERATION DU CANADA,

Province de Québec,
Cité de Montréal.

Attendu qu'un règlement intitulé "Règlement à l'effet d'annexer une partie du territoire de la Paroisse du Sault au Récollet, à la Cité de Montréal", a été adopté en deuxième lecture à une assemblée spéciale du Conseil de la Cité de Montréal, tenue lundi, le quatrième jour de juin, mil neuf cent six (1906);

Attendu que ledit règlement a été approuvé en la manière régulière par le conseil municipal de la Paroisse du Sault au Récollet, à une assemblée spéciale dudit conseil, tenue dans l'hôtel de ville de ladite paroisse du Sault au Récollet, le vingt-deuxième jour d'août, mil neuf cent six (1906), conformément à la loi;

Attendu que ledit règlement doit être soumis à l'approbation ou la désapprobation des électeurs municipaux propriétaires de biens-fonds dans la partie du territoire de la Paroisse du Sault au Récollet à être annexée à la Cité de Montréal;

Et attendu que

JEUDI, LE ONZIEME JOUR D'OCTOBRE PROCHAIN, a été par moi fixé pour tenir l'assemblée publique desdits électeurs municipaux dans la partie du territoire de la paroisse du Sault au Récollet à être annexée à la Cité de Montréal, pour approuver ou désapprouver ledit règlement, je donne avis par les présentes qu'une

ASSEMBLEE PUBLIQUE

des électeurs municipaux propriétaires de biens-fonds dans la partie du territoire de la Paroisse du Sault au Récollet à être annexée à la Cité de Montréal ayant qualité pour voter sur ce règlement, est convoquée pour

JEUDI, LE ONZIEME JOUR D'OCTOBRE PROCHAIN,

à 10 heures de l'avant-midi, dans la salle de l'école des Frères de Saint-Gabriel en haut de la rue Amherst, et que là et alors ledit règlement sera soumis auxdits électeurs pour recevoir leur approbation ou leur désapprobation, selon la loi.

Donné sous mon seing et le sceau de la Cité de Montréal, ce 4ème jour de Septembre, mil neuf cent six (1906.)

(Signé)

E. G. DAGENAI, S,
Maire suppléant.

(Contresigné)

L. O. DAVID,
Greffier de la Cité.

REPORTS.

25. *Fire and Light*.—To allow J. D. Duncan Co., to erect a Steam Engine.
26. *Road*.—To allow M. S. Ry. Co. to lay a track connection on St Thomas Street.
27. *Road*.—To allow Montreal Steel Works to lay pipes in St. Etienne Street.

MOTIONS.

28. *Yates*.—For a by-law to amend by-law No. 343.
29. *Larivière*.—For a by-law to allow G. T. R. Co. to construct a tunnel under McGill Street.
30. *Proulx*.—For a by-law to regulate the weight of bread.

L. O. DAVID,
City Clerk.



Public Notice

DOMINION OF CANADA,

Province of Quebec,
City of Montreal.

Whereas a By-law entitled "By-law to annex a portion of the territory of the Parish of Sault au Récollet to the City of Montreal, passed a second reading at a special meeting of the Council of the City of Montreal, held on Monday, the 4th day of June, one thousand nine hundred and six (1906);

Whereas the said by-law has been regularly approved of by the Municipal Council of the said Parish of Sault au Récollet, at a regular meeting of the said Council, held in the City Hall of the said Parish of Sault au Récollet on the 22nd day of August, one thousand nine hundred and six (1906.) the whole according to law;

Whereas the said by-law must be submitted to the approval or disapproval of the municipal electors who are proprietors in the portion of the territory of Sault au Récollet to be annexed to the City;

And whereas Thursday, the 11th day of October next, has by me been fixed and set apart for the holding of the public meeting of said municipal electors of the portion of the territory of the parish of Sault au Récollet to be annexed to the City, in order to approve or disapprove of said by-law, I hereby and by these presents give notice that a

PUBLIC MEETING

of the said municipal electors being proprietors in the portion of the territory of the Parish of Sault au Récollet to be annexed to the City duly qualified to record their votes upon said by-law, is convened to be held on

THURSDAY, THE 11TH DAY OF OCTOBER NEXT,

At 10 o'clock in the forenoon, in the School Hall of the Brothers of St. Gabriel at the head of Amherst street, and that then and there the said by-law shall be submitted to the said electors for their approval or disapproval thereof, according to law.

Given under my hand and the Seal of the City of Montreal this 4th day of September, one thousand nine hundred and six (1906.)

(Signed)

E. G. DAGENAI, S,
Acting Mayor.

(Countersigned)

L. O. DAVID,
City Clerk.

REGLEMENT A L'EFFET D'ANNEXER UNE PARTIE DU TERRITOIRE DE LA PAROISSE DU SAULT AU RECOLLET A LA CITE DE MONTREAL.

Attendu qu'il est de l'intérêt de la Cité de Montréal d'annexer à son territoire la partie du territoire de la paroisse du Sault-au-Récollet, connue et désignée sous les Nos 332, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488 et partie de 490 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, pour faire partie du quartier Saint-Denis, et que cette annexion ne peut que produire des avantages mutuels pour les deux municipalités, le Conseil de la Cité de Montréal décrète ce qui suit:

Section 1.—Le territoire ci-après décrit fera partie du quartier Saint-Denis de la Cité de Montréal à toutes fins municipales quelconques:

“Ladite partie du territoire de la paroisse du Sault-au-Récollet, connue et désignée sous les Nos 332, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488 et partie de 490 et leurs subdivisions aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, est située sur la limite nord-ouest du quartier Saint-Denis de la Cité de Montréal et est bornée comme suit: au nord-est par les lots du cadastre Nos 481 et 333 de la paroisse du Sault-au-Récollet; au nord-ouest par les lots du cadastre Nos 186, 204, 213, 217, 224, 225, 226 et 228 de ladite paroisse du Sault-au-Récollet; au sud-ouest par la paroisse de Saint-Laurent et par le quartier Saint-Denis de la Cité de Montréal; au sud-est par ledit quartier Saint-Denis de la Cité de Montréal.”

Section 2.—Par l'adoption du présent règlement, le territoire annexé est et sera incorporé à la Cité de Montréal, comme faisant partie du quartier Saint-Denis, et sera soumis à tous les règlements de ladite Cité de Montréal, et à tous les devoirs et obligations prescrits par la Charte de ladite Cité de Montréal et les statuts qui l'amendent.

CONFEDERATION DU CANADA,

Province de Québec,
Cité de Montréal.

Je certifie que ce qui précède est une vraie copie du règlement qui a été adopté en deuxième lecture à une assemblée spéciale du Conseil de la Cité de Montréal, tenue lundi, le quatrième jour de juin 1906, et qui sera pris en considération par ledit Conseil et présenté pour une troisième lecture après l'expiration de trente jours à dater de sa dernière publication, conformément à l'article 10 de la section V de la charte de la Cité de Montréal, 62 Vict, chap. 58.

(Signé)

L. O. DAVID,
Greffier de la Cité.

HÔTEL DE VILLE,

Montréal, 4 septembre 1906.



ELARGISSEMENT de la Rue Amherst

CÔTÉ EST

de la rue Craig à la rue Ste-Catherine

AVIS aux CONTRIBUABLES

Avis est par les présentes donné que le rôle de contribution foncière spéciale pour l'élargissement de la rue Amherst, côté Est, de la rue Craig à la rue Sainte-Catherine dans le quartier Saint Jacques est complété et est maintenant déposé au bureau du soussigné à l'Hôtel-de-Ville.

Toutes les personnes y mentionnées comme sujettes au paiement de quelque taxe ou contribution foncière sont par le présent sommées d'en payer le montant au soussigné, à son bureau, dans les dix jours de cette date, sans autre avis.

(Signé)

W. ROBB,
Trésorier de la Ville.

BUREAU DU TRÉSORIER DE LA VILLE,

HÔTEL DE VILLE,

Montréal, 7 Septembre 1906.

BY-LAW TO ANNEX A PORTION OF THE TERRITORY OF THE PARISH OF SAULT AU RECOLLET TO THE CITY OF MONTREAL.

Whereas it is in the interests of the City of Montreal to annex to its territory that portion of the territory of the Parish of Sault au Récollet known and designated as Nos. 332, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488 and part of 490 of the official plan and book of reference of the Parish of Sault au Récollet, to form part of St. Denis ward, and whereas said annexation cannot but be productive of mutual advantages for both municipalities, the Council of the said City of Montreal enacts as follows:

Section 1.—The territory hereinafter described shall form part of the St. Denis ward of the City of Montreal for all municipal purposes:

“The said portion of the territory of the Parish of Sault au Récollet, known and designated as Nos. 332, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488 and part of 490 and sub-divisions thereof of the official plan and book of reference of the Parish of Sault au Récollet, is situated on the northwest limits of the St. Denis ward of the City of Montreal and is bounded as follows: To the northeast by cadastral lots Nos. 481 and 333 of the Parish of Sault au Récollet; to the northwest by cadastral lots Nos. 186, 204, 213, 217, 224, 225, 226 and 228 of the said Parish of Sault au Récollet; to the southwest by the Parish of St. Laurent and the St. Denis ward of the City of Montreal; to the southeast by the said St. Denis ward of the City of Montreal.”

Section 2.—By the adoption of this by-law the territory annexed is and shall be incorporated into the said City of Montreal, as forming part of St. Denis ward, and shall be subject to all the by-laws of the said City of Montreal and to all the duties and obligations prescribed by the Charter of the said City of Montreal and the statutes amending the same.

DOMINION OF CANADA,

Province of Quebec,
City of Montreal.

The above is certified to be a true copy of the by-law which has passed a second reading at a special meeting of the Council of the City of Montreal, held on Monday, the 4th day of June, 1906, and which will be considered by the said Council and presented for a third reading after the expiration of thirty days from the date of its last publication, in conformity with Art. 10, sect. V., of the Charter of the City of Montreal, 62 Vict., chap. 58.

(Signed)

L. O. DAVID,
City Clerk.

CITY HALL,

Montreal, 4th day of September, 1906.



WIDENING of AMHERST STREET

EAST SIDE

From Craig to St. Catherine Street

NOTICE TO RATEPAYERS

Public Notice is hereby given that the Roll of Special Assessment for the widening of Amherst Street, East side, from Craig to St. Catherine Street in St. James Ward, is completed and is now deposited in the office of the undersigned at the City Hall.

All persons whose names appear therein as liable for the payment of any tax or assessment are required to pay the amount thereof to the undersigned at his said office, within ten days from this date, without further notice.

(Signed)

W. ROBB,
City Treasurer.

CITY TREASURER'S OFFICE,

CITY HALL,

Montreal, September 7th, 1906.

DEPARTEMENT D'HYGIENE.—HEALTH DEPARTMENT.

Bulletin de la semaine finissant le Samedi, 25 août, à midi.

Weekly report, ending Saturday, the 25th August, at noon.

CAS DE MALADIES ET DÉCÈS RAP- PORTÉS.	Semaine Week.		Depuis le com- mencement de l'année. From the be- ginning of the year.		CASES OF DISEASES AND DEATHS REPORTED.
	Cas.	Décès.	Cas.	Décès.	
	Cases	Deaths	Cases.	Deaths	
Fièvre typhoïde.....	12	2	444	70	.....Typhoid Fever
Variole.....			5		.....Smallpox
Variçelle.....			81		.....Chickenpox
Rougeole.....	1		1103	41	.....Measles
Scarlatine.....	2		118	2	.....Scarlet-fever
Diphthérie et Croup.....	7	2	398	76	Diphtheria & Croup
Coqueluche.....	3		192	78	.....Whooping-Cough
Tuberculose.....	12	12	617	547	.....Tuberculosis
Pneumonie.....		5		398	.....Pneumonia
Entérite, diarrhée, } choléra infantile }		57		1193	Enteritis diarrh cholera infantum.
Autres maladies.....		66	40	2636	.....Other diseases..
Total.....				536	Total
Illégitimes.....				382	.....Illegimates
				5418	

TUBERCULOSE.		TUBERCULOSIS.	
Visites.....		.....	Visits
Désinfections.....		.....	Disinfections
Crachoirs hygiéniques distribués.....		.....	Sanitary cuspidors distributed
MESURES PRÉVENTIVES.		PREVENTIVE MEASURES	
Maisons désinfectées.....	13	.....	Houses disinfected
Maisons en état d'insalubrité.....	26	.....	Houses in an unhealthy condition
Isolements domiciliaires.....	5	.....	Houses isolated
Vérifications de maladies conta- gieuses.....	1	.....	Contagious diseases investigated
Vérifications de vaccinations dans les écoles.....	299	.....	Vaccinations verified in schools
Vérifications de vaccinations dans les manufactures.....		.....	Vaccinations verified in factories
Vaccinations.....	226	.....	Vaccinations
Revaccinations.....	11	.....	Revaccinations
Avs légaux.....	128	.....	Notices served
Actions intentées.....		.....	Prosecutions
Jugements obtenus.....		.....	Judgments obtained
Curage de fosses d'aisances.....	15	.....	Privies cleaned

HOPITAL CIVIQUE.	Diphthérie. Diphtheria.	Scarlatine. Scarlatina.	Autres cas. Other cases.	Majeurs. Of age	Mineurs. Under age.	CIVIC HOSPITAL.
Patients admis.....	3	1	1	2	3Patients admitted
Patients guéris.....	3			2	1	.....Patients cured
Patients décédés.....	1				1	.....Patients who died
Patients actuels.....	21	8	5	17	17	.....Patients now confin.

ABATTOIRS Abattus.		ABATTOIRS. Slaughtered.	
Bœufs.....	1251	.....	Cattle
Veaux.....	865	.....	Calves
Moutons.....	2745	.....	Sheep
Cochons.....	3312	.....	Hogs
Confiscations.		Confiscations	
Bœufs.....	2	.....	Cattle
Veaux.....		.....	Calves
Moutons.....	2	.....	Sheep
Cochons.....	4	.....	Hogs
Foies.....	25 lbs.	.....	Livers
Viande meurtrie.....	70 lbs.	.....	Bruised meats

OPÉRATIONS DES INSPECTEURS SANITAIRES

WORK OF THE SANITARY INSPECTORS.

Visites régulières.....	1398	.....Regular visits	Maisons malpropres.....	45	.....House duty
Visites spéciales.....	356	.....Special visits	Canaux neufs.....	18	.....New drains
Secondes visites.....	212	.....Second visits	Permis de plomberie.....	8	.....Plumbing permits
Logements visités.....	1676	.....Dwelling visits	Certificats de plomberie.....	37	.....Plumbing certificates issued
Autres bâtisses.....	114	.....Other buildings	Jours à d'autres fonctions.....	34	.....Days on other work
Etables et écuries.....	136	.....Stables	Epreuves des drainages.....	661	.....Drainage tests
Caves.....	524	.....Cellars	Egouts.....	2034	.....Sewers
Cours.....	821	.....Yards	Eviars.....	2034	.....Kitchen Sinks
Ruelles.....	51	.....Lanes	Tuyaux de renvoi.....	1623	.....Waste-pipes
Latrines.....	36	.....Privies	Water-closets.....	1552	.....Water-closets
Amas de fumier.....	10	.....Accumulations of manure	Tuyaux de vidange.....	1623	.....Refuse pipes
Plaintes des citoyens.....	160	.....Complaints from citizens	Ventilation.....	150	.....Ventilation
Plaintes fondées.....	116	.....Complaints founded	Chambres noires.....	68	.....Dark rooms
Plaintes non fondées.....	44	.....Complaints unfounded	Sous-sols.....	6	.....Basements
Ordres donnés pour faire dispa- raître diverses nuisances.....	113	Orders given to abate nuisances	Secondes avis.....	45	.....Second notices
			Terrains vacants.....		.....Vacant lots

INSPECTION DES ALIMENTS

FOOD INSPECTION.

	Lait. Milk.	Pain Bread.	Viande. Meat.	Poisson. Fish.	Fruits, Lég et Glace. Fruits, Vege- table & Ice.	
	Inspections.....	288	1		35		195	.....Number of inspections
Echantillons examinés.....	68			6		.....Samples examined
Analyses.....	18			6		.....Analysis
Plaintes.....	3			1		.....Compl-ints
Confiscations.....			2210 lbs	475 lbs	1425 lbs	.....Confiscations
Condamnations.....						.....Judgments obtained
Qualité moyenne.....	{ Beurre, Densité. } 3.695%					{ Butter fat. } Average quality

DÉCÈS.	Sexe.—Sex.		Tot. An. Tot. Year	DEATHS.	DÉCÈS	Sexe.—Sex.		Tot. An. Tot Year	DEATHS.
	M.	F.				M.	F.		
De 0 à 6 mois.....	21	34	1344	.....From 0 to 6 months	De 50 à 60 ans.....	4	2	313	.....From 50 to 60 years
De 6 à 12 mois.....	12	10	718	.....From 6 to 12 months	De 60 à 70 ans.....	2	2	324	.....From 60 to 70 years
De 1 à 2 ans.....	5	3	375	.....From 1 to 2 years	De 70 à 80 ans.....	4	4	312	.....From 70 to 80 years
De 2 à 5 ans.....	4	2	278	.....From 2 to 5 years	De 80 à 90 ans.....	3	2	115	.....From 80 to 90 years
De 5 à 10 ans.....	1	2	124	.....From 5 to 10 years	De 90 à 100 ans.....			34	.....From 90 to 100 years
De 10 à 15 ans.....	0	1	71	.....From 10 to 15 years	De 100 et au-dessus.....			4	.....From 100 and over
De 15 à 20 ans.....	1	2	131	.....From 15 to 20 years	Total.....	69		5036	.....Total.
De 20 à 30 ans.....	5	5	328	.....From 20 to 30 years	Illégitimes.....			382	.....Illegitimate.
De 30 à 40 ans.....	2	2	274	.....From 30 to 40 years				5418	
De 40 à 50 ans.....	2	4	261	.....From 40 to 50 years					

NAISSANCES.

Semaine — Week

(Depuis 1er Janvier)

BIRTHS.

	Masculin		Féminin		Total
	Male	Female	Male	Female	
	Canadiens.....	31	23	11		11	2682
Français.....					629
Anglais.....					420
Irlandais.....					198
Ecoissais.....					450
Autres nationalités.....	12	15			.....Other nationalities
Illégitimes.....					.....Illegimates
Total.....	64	62			4379

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS.— TRANSFERS OF PROPERTIES.

HOCHELAGA & JACQUES-CARTIER.

Quartier. Ward	No. d'enregistrement. Registration Number.	Date de l'enregist. Date of registration.	Date du Contrat. Date of Deed.	Vendeur. Vendor.	Acquéreur. Purchaser.	No. du Cadastre. Cadastral Number.	Etendue.—Area.	Rue. S'rect.	Genre.—a.—Descrip.	Prix. Price.
St. Gabriel	125586	28 Août 1906	25 Aug. 1906	Mlle J. Tarlton	T. J. Smith	3167-119	4248	Charron	B	\$3000 00
St. Henri	125587	" " "	13 " "	De W. Dalpé	C. Dansereau	174-267	2500	Palme	B	3050 00
Hochelaga	125588	" " "	22 " "	De O. Robert	J. H. Demers	1 S. F. 80-153	3600	Moreau	L	250 00
St. Denis	125596	" " "	25 " "	N. Leclaire	A. Charron	325-561	1856½	St. André	B	1900 00
St. Jean-Bte.	125606	" " "	28 " "	Delle M. M. Renaud	De B. Mendelovich al.	343	1700	St. Dominique	L	1900 00
St. Denis	125699	" " "	27 " "	Frères de l'Inst. Chr.	A. Perrault	339-289	2575	Garnière	B	566 50
St. Denis	125613	" " "	28 " "	A. Lalande	J. Brosseau	P. 8-844	2570	Huntly	B	3125 00
Duvernay	125621	" " "	28 " "	J. B. H. Gariépy	M. Caisse & al.	6-19	1656	Lasalle	B	650 00
St. Denis	125645	" " "	28 " "	W. Henry	J. Ferron	325-207 & 208	3300	St. Hubert	L	1200 00
Duvernay	125646	" " "	17 " "	De J. P. R. Masson	J. A. Mayrand	P. 15-868	2160	Sanguinet	B	1600 00
St. Marie	125661	" " "	15 Juin	A. Belair	M. Goldblatt	168-499 & 500	3520	Frontenac	B	1500 00
St. Denis	125662	30 Août 1906	14 Août 1906	Succ. Wm Logan	Cité de Montréal	339-78a & c.	3840	Guilford	L	P. de prix
St. Henri	125671	" " "	30 " "	E. Beaulac	N. Champagne	1705-26-1705-98	3237	Notre-Dame	B	6000 00
St. Gabriel	125675	" " "	28 " "	De D. Laberge & c.	L. A. Jacques	P. No. 2549	2565	St. Patrice	B	2'68 48
St. Denis	125678	" " "	30 " "	St. Denis Land Co	D. Leduc	1/2 No. 8-734	2565	Labelle	L	268 13
St. Denis	125679	" " "	29 " "	" " "	J. Langlois	1/2 No. 8-695	26 0	" "	B	275 00
Duvernay	125683	" " "	29 " "	A. Roger	A. Royer	7-141	2000	Dufferin	B	300 00
St. Denis	125684	" " "	30 " "	J. O. Aubin	J. Lacombe	1/2 S 8 704	2192	Labelle	B	2925 00
"	125688	" " "	30 " "	J. P. O'Brien	J. O'Brien	296	5259	Carrières	B	1000 00
"	125689	" " "	29 " "	N. Deslauriers	J. Brouillette	530 6 & 7	5100	Mont-Royal	L	2500 00

MONTREAL-EST.

MONTREAL-EAST.

Papineau	66660	29 Août 1906	24 Août 1906	E. Corriveau	A. Germain	636-11	2131	De Montigny	B	700 00
Papineau	66663	" " "	28 " "	F. G. Crépeau	A. Crépeau	P. 564 & 565	2600	Dorion	B	3,400 00
Papineau	66666	" " "	21 " "	De J. M. Molson	J. A. Laporte	1149	4015	Gain	L	1,236 00
Papineau	66669	" " "	28 " "	S. Boucher	De J. W. Molson	P. N. O. 603	334	"	L	200 00
St. Marie	66670	" " "	15 " "	R. Reford	J. H. Burland	P. S. E. 1188	3540	Parthenais	L	796 50
St. Louis	66676	" " "	31 " "	T. C. O'Brien	C. A. Grothé	1/2 S. E. 280-279	3270	St. Laurent & c.	B	24,000 00

MONTREAL-OUEST.

MONTREAL-WEST.

St. Andrew	142816	30 Aug. 1906	23 Ag. 1906	A. S. Robertson	H. M. Hastings & al.	N. W. P. 1583-22 P. 1583-1	3038	Bishop	B	\$ 8350 00
St. Joseph	142821	" " "	6 Feb. 1906	S. Beaudin	Thos. W. Lamb	827	2040	Inspector	B	2500 00
St. Ann's	142822	" " "	14 Ag. 1906	"The J. McDougall Cal. Iron W's Co" Ltd	F. Robertson	1119-4, 5 & 6	139716	St. Martin	B	6985 87
St. George	142823	" " "	17 Ag. 1906	U. H. Dandurand	J. E. Wilder	1821-6	3357	Pine Ave	B	16,250 00
St. Andrew	142824	" " "	28 Ag. 1906	James Young	J. Rosenthal	1642-19	1862	Hope	B	9750 00

{ B—Bâtisse ; Building.
L—Lot ; terrain vague.

P. TERRAULT,
Régistrare de la Ville.—Registrar

PERMIS DE CONSTRUCTION. — BUILDING PERMITS.

Décernés durant la semaine finissant le 23 Août 1906.

Issued during the week ending the 23th August, 1906.

Date.	No. du Permis. a Permit Number.	Endroit.—Location.			Quartier. Ward.	Propriétaire. Owner.	Adresse du Propriétaire Owner's address	Genre. Description	Coût. Cost.
		No.	Rue.—Street.	No.—Cadast.					
Aug. 30	1413 N.	1704	St. André.....	p. o. 7-589	St. Denis	Gauthier, N.	1704 St-André..	1 logement	500 00
"	30 1414 N.	217	Forsyth	13-218 217.	Hochelaga.	Daigle, Jos.	175a Est N-Dame	2 logements.	2800 00
"	30 1415 R.	275	St. Elizabeth	1705 sub 3	St. Henri.	W. Hinds	7 St. Phillip	1 store.	300 00
"	30 1416 N.	662	St. André.	1207-17.	Lafontaine	Brunet, Cyrille	634 St. Denis.	1 logement	7000 90
"	31 1417 N.	5ème	Ave. Rosemont.	513-514.	St. Marie	Dufresne, R.	288 Desery.	2 logements.	3200 00
"	31 1418 N.	5ème	Ave. Rosemont.	513-514.	"	Dufresne, R.	"	2 logements.	3200 00
"	31 1419 N.		Notre Dame.		St. Henri	Bank of Montreal	St. James St	1 bank.	11,060 00
"	31 1420 R.		Roy & Laval.	906.	St. Louis	Fabrique St-Louis France	Ave Laval.	11 eglises.	6000 00
"	31 1421 R.		Cadioux.	p. 918	"	Therrien, H. H.	794 St. Denis	1 logement.	950 00
"	31 1422 R.	Aqueduc	& St. Jacques.		St. Joseph.	Conroy, Thos.	55 Mansfield	1 logement.	50 00
"	31 1423 N.		Fullum	1358-10-11.	St. Marie.	SS. Congn Notre Dame.	40 St. J. Bte	1 couvent.	20,000 00
"	31 1424 N.		King	p. 1593.	St. Anns	McClary Mfg. Co	London, Ont.	1 factory.	12,000 00
"	31 1425 N.	D'Argen	son & St Charles	2530	St. Gabriel	Loiselle, R.	100 D'Argenson.	3 logements.	2500 00
"	31 1426 N.	D'Argen	son & St-Charles	2530	St. Denis	"	"	2 logements	2500 00
"	31 1427 N.	rear 2640	Labelle	263-207	Centre.	O. Champagne	2640 Labelle.	1 hangar	150 00
Sept. 1	1428 R.	34	Gabriel		St. Gabriel.	Nat. Drug & Chemical Co.	34 St. Gabriel	1 office Bldg.	18300 00
"	1 1429 R.	Canal	& Seigneurs.		St. Lawrence.	Belding Paul	232 McGill.	1 factory	3000 00
"	1 1430 N.	225	Sherbrooke W.	44-105.	St. Denis	Gagnon, N. T.	Brd of Trd. Bld.	4 logements.	20000 00
"	1 1431 N.		Huntly	8 sub 455 1/2 N	St. Marie	Gallagher, C. Jr.	1293 Huntly	1 logement.	300 00
"	5 1432 N.		Papineau	1141	"	Swinton, A. B.	50 Wayerly	2 logements	6500 00
"	5 1433 N.		"	1141	"	"	"	2 "	"
"	5 1434 N.		"	1141	"	"	"	2 "	"
"	5 1435 N.		"	1141	"	"	"	2 "	"
"	5 1436 N.		Aylwin	29-66.	Hochelaga.	Degayne, E.	1729 St. Catrine.	3 "	5300 00
"	5 1437 N.		"	29-66.	St. Marie.	"	"	3 "	5300 00
"	5 1438 N.		Huron	29-66.	St. Denis	Brouillette, Jos	401 Maisonneuve	3 "	2000 00
"	5 1439 N.	Beaubien	& Fabre	18 de 508	"	Lauzon, A.	410 Amherst.	1 logement	1500 00
"	5 1440 N.	209	Centre	3-31	St Gabriel	Maud M Stuart	255 Centre.	1 dwelling.	3200 00
"	5 1441 R.	19 to 25	Smith	937.	St. Anns	Bailey Mrs Jno	55 Colborne	1 "	750 50
"	5 1442 N.	St. Paul	& Chaboillez		"	Catholic School	City	1 school.	30,000 00
"	5 1443 N.			1769-1770-1771	"	Commissioners	City	1 "	30,000 00
"	5 1444 R.	1981	St. Hubert	1769-1770-1771	St Denis.	Lapointe Ovila.	1981 St Hubert.	1 écurie	250 00
"	5 1445 N.		Boyer	7-686.	"	Perrault Alf.	779 Cadioux.	1 logement.	400 00
"	5 1446 N.	3797	Notre Dame.	545	St Henri.	Gevek Geo	3797 Notre Dame	2 logements.	3500 00
"	5 1447 N.		St. Hubert	1722	St Denis.	Brunet O.	12 de Gaspé	1 logement.	330 00
"	5 1448 R.	Turgeon	& Ste. Emelie.	7-417	St Henri.	Bray Damasse.	3533 Notre Dame	1 logement.	330 00

a { N.—Nouveaux édifices.—New buildings.
R.—Réparations.—Alterations.

ALEX. DÉCARIE

Député Asst.-Inspecteur des Edifices.—Deputy Asst.-Inspector of Buildings.

Par A. D

Service Météorologique.

Meteorological Department.

Rapport de la semaine finissant le Mercredi, 5 Septembre à 12 hrs p. m.
Weekly report ending Wednesday, September 5th Midnight.

	Aug. 30	Aug. 31	Sep. 1	Sep. 2	Sep. 3	Sep. 4	Sep. 5
THERMOM.	Maximum ...	77	66	63	69	71	61
	Heure.—Hour	3 p. m.	3 p. m.	3 p. m.	3 p. m.	3 p. m.	3 p. m.
	Minimum ...	64	55	51	57	54	52
	Heure.—Hour	11 p. m.	11 p. m.	3 a. m.	7 a. m.	11 p. m.	3 a. m.
BAROM.	Maximum ...	29.831	29.918	30.094	30.063	29.758	30.179
	Heure.—Hour	11 p. m.	11 p. m.	7 a. m.	3 a. m.	11 p. m.	11 p. m.
	Minimum ...	29.714	29.752	29.985	29.605	29.396	29.841
	Heure.—Hour	3 p. m.	7 a. m.	3 a. m.	11 p. m.	11 a. m.	7 a. m.
HYGROM.	Maximum ...	79	68	61	84	94	65
	Heure.—Hour	7 a. m.	3 a. m.	3 p. m.	11 p. m.	3 a. m.	3 a. m.
	Minimum ...	44	40	44	57	52	40
	Heure.—Hour	3 p. m.	3 a. m.	7 p. m.	11 a. m.	3 p. m.	11 a. m.
VENT-WIND	Vélocité. Max.	30	30	28	13	25	13
	Velocity.						
	Heure.—Hour	2 p. m.	5 p. m.	9 a. m.	2 a. m.	9 p. m.	11 a. m.

JAMES FERNS { Surintendant.
Superintendent.

Service des Alarmes d'Incendie.

Fire Alarm Department.

Rapport de la semaine finissant le Mercredi, 5 Septembre à 12 p. m.
Weekly report ending Wednesday, September 5th, at 12 p. m.

Quartier Ward	Date	Avertisseur.		Retour. Return.
		Box.	A. M. P. M.	
St. Ann's.....	Aug. 30 '06	354	3.14	3 18
St. James.....	" 30 "	518	8.41	8.46
Papineau.....	" 30 "	778	1.16	1.22
Hochelaga.....	" 30 "	816	4.00	4.28
St. Denis.....	" 31 "	927	9.57	10.10
St. Cunegonde..	" 31 "	41	8.05	.....
St. Gabriel.....	Sep. 1 "	253	12.34	12.38
St. Joseph's....	" 1 "	378	1.02	1.30
St. George's....	" 1 "	488	8.35	8.45
St. Ann's.....	" 1 "	Telephone	1.13	Nos 3 & 9 to Wellington above Bré
St. Louis.....	" 1 "	514	11.45	11.50
St. Joseph's....	" 2 "	372	12.14	12.19
St. Louis.....	" 2 "	587	3.13	3.50
St. Louis.....	" 2 "	562	6.12	6.18
St. George's....	" 2 "	456	8.00	8.08
St. Ann's.....	" 2 "	359	8.03	8.14
St. Jean Bte....	" 2 "	685	10.22	10.27
St. Ann's.....	" 3 "	318	3.16	3.19
St. Denis.....	" 3 "	683	3.25	3.30
Lafontaine.....	" 3 "	594	5.18	5.27
St. Henri.....	" 3 "	56	6.38	.....
St. Henri.....	" 3 "	73	9.55	.....
Lafontaine.....	" 3 "	623	10.39	10.43
St. Cunegonde..	" 4 "	21	12.10	.....
St. Louis.....	" 4 "	69	1.32	1.59
St. Cunegonde..	" 4 "	41	1.35	.....
St. Gabriel.....	" 4 "	242	7.40	7.47
Hochelaga.....	" 4 "	85	5.25	5.43
St. Ann's.....	" 4 "	256	7.32	7.40
St. Lawrence....	" 5 "	531	10.20	10.23

JAMES FERNS { Surintendant.
Superintendent.

SERVICE DES INCENDIES.

FIRE DEPARTMENT.

Rapport de la semaine finissant Mercredi, 5 Septembre à 12 h. p m. Weekly report ending Wednesday, September 5th. at 12p.m.

Date.	Heure — Hour.	Avertis- seur. — Box.	Localité. — Location.	Quartier. — Ward.	Genre d'édifice. — Description of building	Usage. — For what purpo- se occupied.	Cause de l'incendie. — Cause of fire.	Occupant. — Tenant.	Dom- mages. — Damages	Ont répon- dus à l'appel (stat'n — Resp'd to call (stat
Oct 29	11.59 p. m.	373	164 Canning.	St. Joseph.	Brick.	Dwelling.	Chimney.	J. McKeown.	Slight.	12
" 30	3.14 a. m.	354	24 Mountain	"	Wood	"	"	E. Vervais.	"	4
" 30	7.45 a. m.	Still.	426 Panet.	Papineau	Brick.	"	"	A. Giguère.	"	11
" 30	8.41 a. m.	518	303 Lagauchetière	St. James.	Stree'	Street.	Boiling tar.	Unknown.	None	7
" 30	1.20 a. m.	Still.	18 St. Margu. rite.	St. Joseph.	Brick	Dwelling	Chimney	M. Jarvis.	"	4
" 30	1.16 p. m.	778	515 Maisonneuve.	Papineau	Wood	Carpenter Shop.	Gazoline	O. Charboneau.	Slight.	11
" 30	4.05 p. m.	816	Notre-Dame St E.	Hochelaga	"	Coal Shutes	Spark from a locomotive.	C. P. Ry Co.	"	13
" 30	4.30 p. m.	Still.	1742 S. Ca'herine	E	Brick.	Grocer Store	Alcohol Exp.	G. Bertrand	"	13
" 31	3.50 a. m.	"	Fullum St	St. Mary	Wood	Telephone Poles	Unknown	J. Peel	"	19
" 31	5.15 a. m.	"	453 Guy	St. Andrews	Brick	Hotel	"	Corona Hotel.	"	10
" 31	9.50 a. m.	"	St. Catherine St	Hochelaga.	Wood.	Railway Lies.	"	C. P. Ry Co.	"	13
" 31	9.57 a. m.	927	Carrière	St. Denis.	"	Manure Bin.	"	M. St. Marie	"	16
" 31	9.57 p. m.	41	330 Richelieu	St. Cunégonde	Brick	Dwelling	Lamp Exp	A. Poirrier	"	22
Sept. 1	12.34 a. m.	253	251 Dufresne	St. Gabriel	Brick	"	"	False Alarm	"	15
" 1	1.02 a. m.	378	10 Bannoekburn	St. Joseph	Brick	Hat factory	Unknown.	C. W. Mackay	Consd.	4 9 10 12 22
" 1	8.35 a. m.	488	7 Lorn Crescent	St. George	"	Dwelling	Candles.	C. M. Aeer	None	5
" 1	11.00 a. m.	Still	339 Seigneurs	St. Joseph	"	"	Hat ashes	M. Robert.	Slight.	12
" 1	11.13 p. m.	"	Canal Bank	St. Ann's.	Wood.	Lumber yard	Unknown.	G. Esplin Co	Consd.	3 9 12
" 1	2.00 p. m.	21 Out	"	"	"	"	"	Automatic False	"	2 4 20
" 1	7.00 p. m.	Still.	251 Dufresne	St. Marie	Brick	Dwelling.	Gas Exp.	Mrs Inost	Slight.	19
" 1	11.45 p. m.	514	156 St. Lawrence	St. Lawrence	Stone	Fruit Store	Unknown.	M. Combites	"	2
" 2	12.14 a. m.	372	1001 St. James.	St. Joseph	Wood.	Shed	"	Daoust & Lerouse	"	12
" 2	3.13 a. m.	587	644 St. Lawrence	St. Louis	Stone	Brewery	"	H. A. Ekers	Consd.	5 6 11 14 16
" 2	10.25 a. m.	Phone.	209 McGill.	West.	Brick	Tea Store.	Chimney	Fong & Co.	None.	4
" 2	3.55 p. m.	"	12 Albina.	St. Louis.	"	Dwelling.	To take a long out of a chute	M. Bernard.	"	6
" 2	6.12 p. m.	562	355 City Hall	"	Wood.	Manure bin	Matches.	J. Mouton	"	6
" 2	8.00 p. m.	456	616 Sherbrooke W	St. Andrews	Stone	Dwilling.	Electricity	R. D. McGibbon.	Slight.	10
" 2	8.03 p. m.	359	576 St. Paul.	St. Ann's.	Brick	Cold Storage.	"	A. A. Ayer Co.	None.	1
" 2	10.22 p. m.	685	"	St. J. Baptiste	"	"	"	False Alarm	"	14
" 3	12.40 a. m.	63 Out	"	Centre.	"	"	"	Automatic False	"	2 4 20
" 3	10.05 a. m.	Still	Fullum St	St. Mary	Wood	Mortor Bose	Rain	J. Lepine	Slight.	19
" 3	3.16 p. m.	318	100 Ottawa.	St. Ann's	Stone.	Shed	Boiling tar	M. L. H. P. Co.	None.	3
" 3	3.26 p. m.	683	1208 St. Denis.	St. Denis	Wood.	Dwelling	Matches.	M. Tourangeau	Slight.	14
" 3	5.18 p. m.	594	231 Sherbrooke E.	St. Louis	Stone	"	Unknown.	Dr Chretien.	"	6 14
" 3	9.55 p. m.	73	"	St. Henry	"	"	Unknown.	False Alarm	"	23
" 3	10.39 p. m.	623	Duvernay	"	"	"	"	"	"	16
" 4	1.32 a. m.	69	81 Colonial Ave.	St. Louis	Wood.	Shed	Unknown.	M. Guest	Slight.	14
" 4	7.40 a. m.	242	290 Centre	St. Gabriel	Stone	Dwelling	Chimney	Dr Gagnier.	None	15
" 3	6.38 p. m.	56	109 St. Emilie.	St. Henry.	Wood.	"	Lamp Exp	M. Plante.	"	23
" 4	12.10 a. m.	21	Vinet St	St. Cunégonde	Wood.	Fence.	Unknown.	Mil Rolling Mill.	"	22
" 4	1.35 a. m.	41	Napoléon St.	"	"	Lumber yard	"	M. R' dpern.	Slight.	13
" 4	5.25 p. m.	85	1780 Notre-Dame E	Hochelaga	Brick	Cotton Mill.	Electricity	Dominion CottonCo	"	9
" 4	7.32 p. m.	256	158 Shearer.	St. Ann's	"	Saw Mills.	Unknown.	Martin frère.	"	13
" 5	7.40 a. m.	66 Out	Centre	Centre.	"	"	"	Automatic False	"	2 20
" 5	10.20 a. m.	531	10 Dorchester W	St. Lawrence.	Brick	Grocer Store	Chimney	Max. Selvinsky	Slight.	2 5 6
" 5	10.30 a. m.	Still	708 Frontenac.	Hochelaga	"	Dwelling	"	D. Dubreuil.	"	16
" 5	9.17 p. m.	75 Out	"	St. George.	"	"	"	Automatic False	"	5

Z. BENOIT,

Chief de la Brigade.—Chief Fire Department.

Miss
Georgia
Plante
burnt to
death

